Le Burundi ne veut plus du rapporteur de l'ONU

@rib News, 09/09/2008 â€“ Source Human Rights TribuneLe gouvernement du Burundi avait acceptÃ© en septembre 2007 de renouveler pour un annÃ©e le mandat du rapporteur du Conseil des droits de lâ€™homme de lâ€™ONU, Akich Okola. Aujourdâ€™hui, il estime que la tÃ¢che de ce dernier est terminÃ©e, selon des sources diplomatiques concordantes Ã GenÃve.

Le groupe africain du Conseil, qui dÃ©sirait la suppression de ce mandat, ne sâ€™Ã©tait pas opposÃ© Ã la volontÃ© du Burundi de le conserver. Aujourdâ€™hui la donne a changÃ©. Fort de 13 pays, sur les 47 du Conseil, les Africains entendent supprimer ces observateurs indÃ©pendants. Ils soulignent que ceux-ci ne sont plus nÃ©cessaires suite Ã la mise en place de lâ€™Examen PÃriodique Universel (EPU), qui passe revue de la situation des droits de lâ€™homme des 192 Ãtats membres de lâ€™ONU trois fois chaque quatre ans. Akich Okola prÃ©sentera son dernier rapport au Conseil le 19 septembre prochain. Si une rÃsolution nâ€™est pas votÃ©e durant cette session pour le reconduire dans ses fonctions, il sera retirÃ© de la liste des 53 rapporteurs dont disposent les Nations Unies pour faire respecter les libertÃ©s publiques et les droits individuels dans le monde. Le Burundi se prÃ©sentera pour lâ€™EPU en dÃ©cembre prochain. Les trois pays choisis lundi 8 septembre pour diriger cet examen sont lâ€™Inde, Cuba et Maurice.